

Spécial
Droit

Cours et exercices

Droit constitutionnel

3^e
édition

Stéphane Caporal-Gréco
Pierre Esplugas-Labatut
Philippe Ségur
Sylvie Torcol

ellipses

Table des matières

Partie 1. Théorie du droit constitutionnel

Chapitre 1. L'État	7
I. La notion d'État	7
A. La notion de politique	7
B. Les éléments constitutifs de l'État	10
II. La constitution de l'État	15
A. Constitution coutumière et constitution écrite	15
B. Constitution souple et constitution rigide	17
C. Les conceptions doctrinales de la Constitution	18
III. La forme de l'État	21
A. L'État fédéral ou fédération	22
B. L'État unitaire	26
C. L'État régional	27
Dissertation	29
Corrigé	29
Chapitre 2. Le pouvoir dans l'État	31
I. La séparation des pouvoirs	31
A. Les théories	31
B. Les régimes de séparation des pouvoirs	32
II. Le contrôle de constitutionnalité	37
A. Le modèle américain de contrôle diffus	38
B. Le modèle européen de contrôle concentré	39

III. Le pouvoir de suffrage	41
A. Régime représentatif et démocratie	41
B. L'organisation du suffrage	46
Dissertation	55
Corrigé	55

Partie 2. Droits constitutionnels comparés

Chapitre 1. Le constitutionnalisme occidental	59
I. Les systèmes issus de la <i>Common Law</i>	59
A. Le régime parlementaire britannique	59
B. Le régime présidentiel américain	67
II. Les systèmes issus du droit romano-germanique	82
A. Les régimes du groupe allemand et nordique	83
B. Les régimes du groupe latin	91
Commentaire de texte	99
Corrigé	99
Chapitre 2. La diffusion du constitutionnalisme	103
I. Le mimétisme d'importation	103
A. La Fédération de Russie	104
B. Les États d'Europe de l'Est et d'Europe centrale	108
II. Le mimétisme d'imprégnation	110
A. Les États d'Afrique	110
B. Les États d'Amérique du Sud	115
Commentaire de texte	120
Corrigé	120

Partie 3. Histoire du droit constitutionnel français

Chapitre 1. Le premier cycle constitutionnel (1789-1848).....	125
I. L'impossible équilibre (1789-1814)	125
A. Des États Généraux au gouvernement révolutionnaire	125
B. Du 9 thermidor an II à la République impériale	131
II. L'ébauche du parlementarisme (1814-1848)	137
A. La Restauration (1814-1830) et la charte du 4 juin 1814	137
B. La monarchie de Juillet (1830-1848) et la charte du 14 août 1830	141
Dissertation	144
Corrigé	144
 Chapitre 2. Le deuxième cycle constitutionnel (1848-1958).....	 145
I. L'introuvable équilibre ou la répétition de l'histoire (1848-1870)	145
A. De la constituante au rétablissement de l'Empire (1848-1852).....	145
B. La Constitution du 14 janvier 1852 (1852-1870)	148
II. Le parlementarisme triomphant (1870-1958)	149
A. La III ^e République (1870-1940)	149
B. Les institutions de la France pendant la Seconde Guerre mondiale	158
C. La IV ^e République (1946-1958)	162
Dissertation	172
Corrigé	172

Partie 4. Droit constitutionnel de la V^e République

Titre I. Les actes	177
Sous-titre 1. La Constitution de 1958	177
Chapitre 1. La suprématie formelle de la Constitution de 1958	179
Section 1. Le mode d'élaboration de la Constitution de 1958	179
I. Un pouvoir constituant originaire encadré	179
A. Les conditions de fond de la loi constitutionnelle du 3 juin 1958	179
B. Les conditions de forme de la loi constitutionnelle du 3 juin 1958	180
II. Un pouvoir constituant originaire articulé autour du pouvoir exécutif	180
Section 2. Les révisions de la Constitution de 1958	180
I. Les procédés de révision	181
A. La révision exceptionnelle par l'article 11 de la Constitution	181
B. La révision habituelle par l'article 89 de la Constitution	181
II. Les révisions effectuées	184
A. L'objet des révisions effectuées	184
B. Les enseignements des révisions effectuées	185
Commentaire de texte	187
Corrigé	187
Chapitre 2. La suprématie matérielle de la Constitution de 1958	189
I. Une normativité progressive	189
II. Une normativité encore aujourd'hui partielle	191
Commentaire de texte	193
Corrigé	193

Sous-titre 2. Les actes infra-constitutionnels 195

Chapitre 1. Les actes internes institués par la Constitution de 1958 195

Section 1. La loi 195

I. L'encadrement de la loi 196

A. La loi n'est plus un acte souverain ou incontestable 196

B. La délimitation du domaine de la loi 196

II. Les catégories de lois autres que les lois ordinaires 201

A. Les lois organiques 201

B. Les lois de finances 202

Section 2. Les ordonnances 203

I. Des délégations législatives 204

II. Difficultés posées par les ordonnances 204

A. La contestation du principe des ordonnances 204

B. La controverse sur la compétence pour signer des ordonnances ... 205

C. La nature juridique variable des ordonnances 206

Section 3. Les actes réglementaires 206

I. La répartition des compétences opérée par la Constitution de 1958 206

II. La répartition des compétences opérée par la pratique de la V^e République 207

Dissertation 209

Corrigé 209

Chapitre 2. L'articulation entre la Constitution de 1958 et les engagements internationaux 211

Section 1. La résolution des conflits entre normes constitutionnelles et externes 211

I. La mise en cause de la validité d'un engagement international au regard de la Constitution 212

II. La mise en cause de l'applicabilité d'un engagement international devant les juges administratifs et judiciaires 213

Section 2. La résolution des conflits entre normes externes et législatives	214
Commentaire de texte	216
Corrigé	216

Titre 2. Les acteurs 219

Chapitre 1. La légitimité des acteurs: le suffrage 221

Section 1. Les conditions d'exercice du droit de suffrage 221

I. Un suffrage direct ou indirect 221

II. L'universalité du suffrage..... 222

III. L'égalité devant le suffrage 224

IV. Le secret du suffrage 225

Section 2. Les modes de scrutin en vigueur 225

Section 3. Les cadres de la désignation démocratique des gouvernants: les partis politiques 227

I. Structure 227

II. Régime juridique..... 228

III. Financement 230

Section 4. Les référendums 231

I. Le référendum à l'initiative des pouvoirs publics 232

 A. Le référendum de ratification d'un traité relatif à l'adhésion
 d'un nouvel État à l'Union européenne 232

 B. Le référendum législatif 232

II. Le référendum d'initiative « partagée »..... 234

 Commentaire de texte236

 Corrigé.....236

Chapitre 2. La restauration de l'autorité du pouvoir exécutif 239

Section 1. La prééminence du président de la République 239

I. La désignation du président de la République 239

 A. Élection au suffrage universel direct 239

 B. Scrutin majoritaire à deux tours 240

 C. Les règles en vue d'assurer la transparence de la campagne électorale... 241

 D. Un mandat de cinq ans, renouvelable une fois 242

II. La protection du président de la République	243
A. L'irresponsabilité de principe du président de la République	243
B. La mise en cause particulière du président de la République	245
III. Les pouvoirs du président de la République	246
A. Les pouvoirs accordés par la Constitution	246
B. Interprétation et pratique des pouvoirs accordés par la Constitution	253
Section 2. La revalorisation du gouvernement	255
I. Nomination du Premier ministre et du gouvernement	255
A. Nomination du Premier ministre.....	255
B. La nomination des autres membres du gouvernement	256
C. Une nomination indépendante du Parlement	257
II. La responsabilité pénale des membres du gouvernement	258
III. Pouvoirs du gouvernement	259
A. Définition des pouvoirs accordés par la Constitution	260
B. Interprétation et pratique des pouvoirs	260
Exercice	262
Corrigé	262

Chapitre 3. L'encadrement du Parlement

Section 1. Organisation et fonctionnement des assemblées parlementaires.....	265
I. Une organisation bicamérale	265
A. Organisation générale de l'Assemblée nationale.....	265
B. Organisation générale du Sénat	266
II. Intention des constituants de 1958	267
A. Le rétablissement d'un véritable bicamérisme	267
B. Rationalisation organique et fonctionnelle du Parlement	268
III. La protection des parlementaires.....	269
A. Les incompatibilités	270
B. Les immunités	271

Section 2. Les pouvoirs du Parlement	271
I. Des attributions classiques propres à tout parlement	271
A. Les attributions du Parlement.....	271
B. Remise en cause des attributions traditionnelles du Parlement ...	278
II. Des attributions propres à un régime parlementaire rationalisé	280
A. La rationalisation du vote de la loi	280
B. La rationalisation du contrôle du gouvernement.....	282
Dissertation	284
Corrigé	284

Chapitre 4. L'organe de contrôle : le Conseil constitutionnel 287

Section 1. La légitimité du contrôle de constitutionnalité des lois en France.....	287
I. Les raisons d'hostilité au contrôle de constitutionnalité des lois en France	287
II. Les raisons de l'acceptation du contrôle de constitutionnalité des lois en France	288
Section 2. Le modèle français de justice constitutionnelle	290
I. La composition du Conseil constitutionnel	290
A. Les règles de désignation	290
B. Controverses sur les règles de désignation	291
II. Le fonctionnement du Conseil constitutionnel	295
A. Le fonctionnement du Conseil constitutionnel dans le cadre du contrôle <i>a priori</i>	296
B. Le fonctionnement du Conseil constitutionnel dans le cadre du contrôle <i>a posteriori</i> : la question prioritaire de constitutionnalité (QPC).....	299
C. Les principes de fonctionnement communs aux contrôles <i>a priori et a posteriori</i>	306

III. Les compétences du Conseil constitutionnel	316
A. Le contrôle des institutions.....	317
B. Le contrôle des conflits de normes	320
C. Le contrôle de la protection des droits fondamentaux.....	321
Cas pratique.....	324
Corrigé.....	324

Chapitre 5. L'avènement de nouveaux pouvoirs : justice et collectivités territoriales 329

Section 1. L'avènement d'un pouvoir juridique en charge du respect du droit 329

I. La constitutionnalisation des institutions du pouvoir juridique 329

 A. Les juridictions 329

 B. Autorité non juridictionnelle : le Défenseur des droits 331

II. Les principes constitutifs 332

 A. Les principes d'organisation 332

 B. Les principes de fonctionnement 333

Section 2. L'avènement d'un pouvoir local 335

I. Un État unitaire décentralisé 336

 A. L'organisation décentralisée du territoire en métropole 336

 B. L'organisation des collectivités territoriales en outre-mer 341

II. Un État unitaire déconcentré 343

 Commentaire de texte 344

 Corrigé 344

Conclusion. Va-t-on vers une VI^e République ? 347

I. L'intérêt éventuel d'une VI^e République 348

 A. Les défauts du régime actuel 348

 B. Les objections au changement de régime 349

II. La consistance d'une VI^e République 350

 A. L'hypothèse de l'instauration d'un régime présidentiel 350

 B. L'hypothèse de la restauration d'un régime parlementaire 351

Partie 5. Éléments de droit constitutionnel européen

Chapitre 1. La formation historique d'un droit constitutionnel pour l'Europe	357
I. Trois moments « constitutionnellement fondateurs »	358
A. 1992 : l'Europe devient une Union politique	358
B. 2000-2009 : la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et sa valeur juridique	359
C. 2018-2021 L'enjeu des valeurs de l'Union	361
II. L'échec de la démocratie européenne	362
A. 2005, le traité établissant une Constitution pour l'Europe (TECE) : l'échec inattendu	362
B. 2009 : le traité de Lisbonne, fin de la constitutionnalisation de l'Europe ?	363
III. Le rôle « constituant » du juge européen et ses limites	364
A. Deux exemples	364
B. Les limites	366
Dissertation	370
Corrigé	370
Chapitre 2. Les prérequis du droit constitutionnel européen	371
I. Définition(s) du droit constitutionnel européen	371
II. Évaluation/Évolution des concepts du droit constitutionnel « classique » dans l'espace européen	373
A. Les transformations de l'État : de l'État-nation à l'État membre de l'Union européenne	374
B. La Constitution de l'État membre : une constitution « composée »	376
C. Peuple ou peuples européen(s) ?	382
D. Une souveraineté « partagée »	388
E. La fausse bonne idée d'une « Constitution pour l'Europe »	392
Exercice 1 : Commentaire de texte	395
Corrigé	396
Exercice 2 : Dissertation	397
Corrigé	397

Chapitre 3. Les défis du droit constitutionnel européen	399
I. Requalifier le statut juridique de l'Union européenne	399
A. Ce que l'Union européenne n'est pas	400
B. Ce que l'Union européenne pourrait être	402
II. Surmonter les obstacles du « contrat social européen »	407
A. Le « bouclier » de l'identité constitutionnelle des États membres ...	408
B. Le « vouloir-vivre ensemble européen »	411
III. Concilier les ordres juridiques	412
A. Le « nœud gordien » des rapports de systèmes : primauté versus suprématie constitutionnelle	413
B. La solution : sortir d'une logique hiérarchique	415
Cas pratique	417
Corrigé	417
Bibliographie générale	419
Index	423